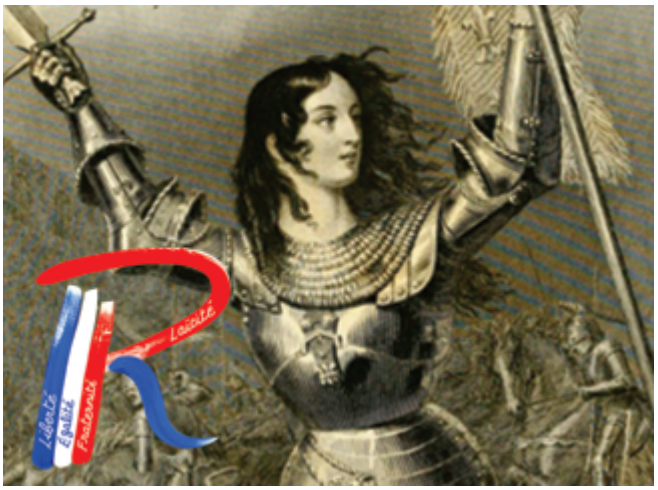
Les agriculteurs, les grands oubliés des « cadeaux » de Macron

écrit par Christine Tasin | 17 décembre 2018



Un agriculteur se suicide tous les deux jours en France.
C'est la catégorie socioprofessionnelle la plus à risque : la surmortalité par suicide chez les agriculteurs est 20 à 30% supérieure à la moyenne de la population. En 2016, le nombre de passages à l'acte a été multiplié par trois.

https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-suicide-des-agriculteurs-en-chiffres-1517491824

Ils crèvent la bouche ouverte, en silence, n'ayant même plus d'énergie pour protester, trop bouffés par la lutte quotidienne, pour survivre.

La production laitière et l'élevage bovin sont les secteurs les plus touchés, avec une surmortalité par suicide de 52% chez les hommes, et certaines régions sont particulièrement représentées, comme la Bretagne ou les Pays de la Loire.

Il n'empêche que Macron n'a pas levé le petit doigt pour dénoncer le CETA, traité monstrueux signé par Hollande entre la France et le Canada. Grâce à ces traîtres, le Canada nous envoie son boeuf aux hormones et des céréales traités à

l'Atraxine, produit cancérigène interdit en France… mais que l'on ne peut interdire quand il vient d'un pays auquel on est lié par le CETA…

http://resistancerepublicaine.com/2018/11/20/ceta-macron-fait-entrer-chez-nous-des-produits-cancerigenes-et-du-boeuf-aux-hormones-a-bas-prix/

Les agriculteurs, les grands oubliés, avec les petits retraités et tant d'autres, de Macron…

Il y a encore du boulot, les Gilets Jaunes, ne lâchez rien, il faut leur faire rendre gorge.

Là encore, seule Marine le Pen réagit….

Merci à Marchersurdesoeufs qui nous a indiqué le communiqué du RN :

Communiqué de presse du Rassemblement National

Taxes : Emmanuel Macron oublie les agriculteurs

Sous la pression des manifestations, Emmanuel Macron se voit obliger de renoncer à la frénésie taxatrice de son gouvernement, et par là même aux contraintes budgétaires imposées par Bruxelles et Berlin.

S'il est encore trop tôt pour juger de l'impact réel des mesures annoncées, nous avons déjà une certitude : les agriculteurs, dont les revenus se sont catastrophiquement dégradés depuis dix ans, sont totalement oubliés par le président de la République.

Le maintien de l'augmentation de la redevance pour pollutions

diffuses (RPD) devrait coûter, selon les syndicats agricoles, 100 millions d’euros aux exploitants français. Une véritable aberration qui ne pourra que fragiliser nos agriculteurs face à la concurrence féroce de leurs collègues des autres pays membres qui ne seront, eux, pas soumis à ce genre de mesures punitives.

L’argument écologique vaguement avancé pour justifier cette mesure inique ne tient pas puisque cette redevance concerne certains produits utilisés en agriculture biologique, que le gouvernement prétend par ailleurs encourager.

Ruinés par la dérégularisation du secteur, broyés par la concurrence déloyale qui en découle et brimés par les lubies écolos des derniers gouvernements, les agriculteurs doivent d’urgence être libérés de ce fardeau injuste.
Les députés RN ont déposé un amendement pour supprimer cette augmentation de la RDP du projet loi de finances pour 2019 étudié en deuxième lecture à partir de lundi.